

Des élections électroniques dès 2022

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4362 - Ven. 29 - Sam. 30 décembre 2017 - Prix : 10 DA

Béchar

Près de sept quintaux de kif traité saisis

Page 24

Yennayer, journée chômée et payée dès le 12 janvier 2018

Partis politiques et organisations saluent la décision de Bouteflika

Page 2

Erdogan l'ottoman

Par Mohamed Habili

En visite en Tunisie, en provenance d'un autre pays africain, le président turc Teyyip Erdogan a renoué avec la rhétorique radicale anti-Bachar Al Assad, l'accusant de terroriste et de massacreur de son peuple, exactement comme du temps où il était dans les meilleurs termes avec les Etats-Unis et l'Europe, et que les djihadistes se déversaient en Syrie à travers les frontières de son pays par flots continus. Le personnage, certes, n'en est pas à son premier revirement, mais du moins savait-on par le passé de façon certaine ce qui le motivait dans chaque cas. Cette fois-ci on a d'autant plus de mal à voir où il veut en venir que la Turquie est partie prenante du processus d'Astana, au même titre que l'Iran et la Russie, et que ses relations avec cette dernière et son président n'ont peut-être jamais été aussi bonnes. On pensait que depuis le putsch manqué contre lui de juillet 2016, dont la condamnation par ses anciens amis n'a pas été à la hauteur de ses attentes, il a pour ainsi dire changé de camp dans le conflit syrien, passant du camp proaméricain et pro-saoudien au camp prorusse. Les paroles pour le moins acerbes qu'il a prononcées à Tunis, en présence de son homologue tunisien, annoncent-elles son réalignement sur les positions américaines et saoudiennes, alors même que les affrontements semblent être sur leur fin ?

Suite en page 3

Zaâlane évoque une augmentation «symbolique»

La hausse des tarifs des transports se confirme



Les usagers des transports payeront leur ticket plus cher à partir de l'année prochaine, conséquence de l'augmentation des taxes sur le carburant, contenue dans la loi de finances pour 2018. Lire page 2

Conseil supérieur de la magistrature

La nomination de 103 magistrats approuvée

Page 4

Festival d'Ahellil à Timimoun

Une ambiance festive avec un public nombreux

Page 13

Zaâlane évoque une augmentation «symbolique»

La hausse des tarifs des transports se confirme

■ Les usagers des transports payeront leur ticket plus cher à partir de l'année prochaine, conséquence de l'augmentation des taxes sur le carburant, contenue dans la loi de finances pour 2018.

Par Louiza Ait Ramdane

Comme il fallait s'y attendre, la hausse de la tarification de transport est confirmée pour 2018. L'augmentation des prix des carburants induit inévitablement celle des tarifs d'autres produits et services, notamment ceux des transports. Même si le département des transports parle d'une hausse symbolique, cette charge est insupportable pour un simple citoyen qui en plus du transport fera face à d'autres augmentations, sans que son salaire change. Tenant compte de l'impact de cette hausse sur les charges journalières des transporteurs, le ministre des Transports a décidé d'une augmentation des tarifs des transports collectifs urbains et suburbains. En effet, le ministre des Transports et des Travaux publics, Abdelghani Zaâlane, a affirmé que la tarification du transport verra une augmentation symbolique qui sera annoncée en temps voulu. Lors d'un point de presse en marge de sa visite de travail dans la wilaya de Mostaganem, le ministre a fait savoir que cette augmentation décidée de concert et en coordination avec des représentants des transporteurs (taxis, transport urbain, interwilayas) «n'est pas exorbitante et est presque symbo-



P.H.D.R.

lique». Toutefois, il a affirmé que les décisions portant sur la tarification du transport public «respectent le pouvoir d'achat des citoyens, d'une part, et l'intérêt et revendications des transporteurs, comme les coûts de la maintenance et du carburant,

d'autre part». Dans ce contexte, il fait savoir que les réunions tenues au mois de décembre courant avec les syndicats et associations représentant différents transporteurs se sont déroulées «dans un climat et un esprit responsable aboutissant à

une solution consensuelle qui n'aura pas de conséquences ou préjudices sur le citoyen». D'autre part, le ministre a indiqué que les transporteurs ont exprimé leur compréhension de la situation et de la conjoncture et ont assumé la responsabilité en

toute confiance, en contrepartie d'un accompagnement et de mesures incitatives accordées par l'Etat à cette catégorie, dont celles de cessation de création de nouvelles lignes et d'octroi d'autorisations pour préserver la performance du transport. Lors de ces réunions avec les transporteurs, plusieurs revendications professionnelles ont été examinées et approuvées pour préserver une tarification à un seuil raisonnable et éviter aux transporteurs le recours à l'augmentation à chaque fois, a-t-il ajouté. Concernant l'ouverture de nouvelles lignes de transport maritime et aérien des voyageurs, le ministre a expliqué que la priorité est accordée actuellement aux sociétés nationales. M. Zaâlane a également souligné que l'ouverture de lignes au profit de compagnies étrangères se fera en cas de demande croissante sur le transport maritime et aérien et en cas de saturation des sociétés algériennes et suivant des conditions. Le ministre a ajouté que l'intérêt du pays est primordial avant de penser à un partenaire étranger pour prendre une part du marché national, avant d'ajouter que l'Entreprise nationale de transport maritime des voyageurs (ENTMV) a réalisé cette année des résultats positifs.

L. A. R.

Yennayer, journée chômée et payée dès le 12 janvier 2018

Partis politiques et organisations saluent la décision de Bouteflika

La décision tant attendue du Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, de consacrer l'an amazigh, Yennayer, fête nationale officielle, a réjoui plus d'un. En effet, des chefs des partis politiques et organisations nationales ont salué cette démarche très importante à travers laquelle «l'Etat consacre les symboles d'unification de son peuple».

De son côté, le secrétaire général du Haut commissariat à l'amazighité, Si El-Hachemi Assad, a rendu hommage au Président Bouteflika pour sa décision en Conseil des ministres, à travers laquelle il réaffirme, encore une fois, qu'il est toujours au rendez-vous avec l'Histoire, porteur d'une vision d'avenir au service de la stabilité du pays et de l'unité nationale. Il a, dans ce sens, considéré l'officialisation de Yennayer comme un saut qualitatif pour la consolidation de la cohésion de la société algérienne et une motivation supplémentaire pour la poursuite des efforts dans le sens de la généralisation graduelle de la langue amazighe à travers l'ensemble du territoire national. De son côté, le président du Haut conseil de la langue arabe, Salah Belaïd, a considéré que «notre civilisation



repose sur le triptyque islam, arabité et amazighité», mettant l'accent sur les efforts de l'Algérie pour préserver les composantes de l'identité en constitutionnalisant la langue amazighe qui donne à la citoyenneté linguistique toute sa dimension et affirme la complémentarité entre la langue amazighe et la langue arabe. Pour sa part, le professeur de linguistique Abderazzak Dourari, également directeur du Centre national pédagogique et

linguistique de l'enseignement de tamazight, a qualifié cette décision de très importante, à travers laquelle l'Etat consacre les symboles d'unification de son peuple. Des ministres ont également réagi à la décision du chef de l'Etat. Parmi eux, le ministre de l'Intérieur, Noureddine Bedoui, qui a qualifié cette décision d'historique tendant à consacrer les valeurs nationales. Le ministre de l'Education nationale, Nouria

Benghebrat, a indiqué que cette consécration est une mesure importante qui vient en parachevement de toutes les mesures prises dans le cadre de la reconnaissance de tamazight comme langue nationale et officielle. Elle a rappelé que durant l'année scolaire 2016/2017, plus de 27 000 établissements éducatifs, répartis à travers tout le territoire national, ont célébré le nouvel an amazigh, ajoutant que tamazight est enseigné actuellement dans 38 wilayas contre 11 en 2014. Des partis politiques ont également rendu hommage au président de la République pour sa décision courageuse de consacrer Yennayer journée chômée et payée. C'est le cas, notamment, du FLN qui, par la voix de son député Saïd Lakhdari, a salué la décision du chef de l'Etat qui a agi dans le sens du renforcement de l'unité du peuple algérien, a-t-il souligné. Abondant dans le même sens, Nouridine Ait Hamouda, député indépendant de Tizi Ouzou, a écrit sur sa page Facebook qu'«enfin Yennayer prend la place qui lui sied», saluant «cet autre acquis historique du combat identitaire» qui doit être parachevé par la mise en place de l'Académie de la langue amazighe qui assurera sa promotion. Le FFS, quant à

lui, par la voix de son membre dirigeant Hassen Ferli, a estimé que la décision du chef de l'Etat est le fruit d'un long combat mené par le FFS depuis toujours en faveur de la promotion de la langue et de la culture amazighes, soulignant que seule la lutte pacifique paie. Le député du Front El Moustakbel, Khaled Thazagharth, s'est, de son côté, félicité de cette consécration, la qualifiant de courageuse et qui augure d'un avenir meilleur pour le pays. Cette décision a été également saluée par le président du Front de l'Algérie nouvelle, Djamel Ben Abdeslam, qui a émis le vœu de voir la culture et la langue amazighes bénéficier d'autres acquis à l'avenir. Le président de la République, en annonçant la décision de consacrer Yennayer journée chômée et payée, a enjoint au gouvernement de ne ménager aucun effort pour la généralisation de l'enseignement et de l'usage de tamazight, conformément à la lettre et à l'esprit de la Constitution. Il a également chargé le gouvernement d'accélérer la préparation du projet de loi organique portant création d'une académie algérienne de la langue amazighe.

Thinhinene Khouchi

L'administration algérienne prête selon Bedoui

Des élections électroniques dès 2022

■ L'Algérie est «en mesure d'organiser des élections électroniques à partir des législatives de 2022», a assuré Noureddine Bedoui, ministre de l'Intérieur, dans un entretien à Radio Algérie internationale. Qu'en est-il exactement ?



Par Lynda Naili

Le recours au vote électronique ayant été fait lors de l'annonce des résultats du double scrutin local du 23 novembre dernier par le ministre de l'Intérieur, aujourd'hui, par cette annonce, il semble bien que les mécanismes à même de rendre opérationnel ce type de vote, soient ficelés par le département de Noureddine Bedoui et n'attendent que le feu vert des «hautes autorités du pays» pour la mise en application effective dont la première expérience est prévue pour les élections législatives de 2022. C'est en tout cas, ce qu'il ressort des déclarations de Bedoui qui dans un entretien à Radio Algérie internationale, a assuré que «nous serons prêts en tant qu'administration, à organiser des élections électroniques, à partir des législatives de 2022 et avec des compétences algériennes», soulignant cependant que «la décision de recourir à ces élections (électroniques) appartient aux hautes autorités du pays». Si pour l'heure, la méthode et la manière du déroulement en amont et en aval du vote électronique n'ont pas encore été dévoilées par le

département concerné, il reste que des expériences menées à travers le monde indiquent que ce procédé électronique, outre d'assurer des résultats quasi immédiats dès la clôture du vote, conforte plus de légitimité aux élections en permettant de résoudre des problèmes démocratiques importants tels que les erreurs, les fraudes et les manipulations liées au support papier vu qu'il n'y aura plus de dépouillement manuel de bulletins. Il permet aussi, plutôt tout, une augmentation relative de la participation au vote.

Ceci en plus d'une meilleure garantie de la confidentialité et du secret du vote. De plus, en termes de facilitation et de modernisation du service public, le vote électronique offre plus de confort aux électeurs qui ne seront plus dans l'obligation de se déplacer jusqu'aux urnes. En effet, l'électeur disposant en permanence d'un véritable bureau de vote virtuel accessible et d'une connexion Internet à domicile, accède, grâce à ses codes d'accès personnels, à un espace où il effectuera ses choix en toute sécurité et confidentialité. Toutefois, ce procédé, tout comme d'ailleurs tout autre fait technologique, si véritablement il

offre des avantages tant à l'administration qu'aux votants, il reste que bon nombre d'inconvénients ont été soulevés dans ces pays qui en ont fait l'expérience. Le plus important demeure celui de la sécurité informatique. L'épisode des dernières élections américaines étant le dernier exemple illustrant cette problématique, la question de la sécurité informatique dans le processus démocratique est fortement soulignée dans ces pays.

Et pour cause, la menace élevée de cyberattaques, piratages et autres dysfonctionnements de logiciels notamment dans le décompte de votes interpellent sur l'efficacité réelle de ce mode de vote qui pourtant aspire à la transparence devant garantir plus de légitimité aux scrutins souvent décriés lors des processus manuels. Par ailleurs, en termes de coûts, si les partisans de ce type de vote évoquent effectivement une baisse significative sur ce plan grâce à la dématérialisation du vote traditionnel sur support papier avec tout ce que entraîne cette dématérialisation en termes d'importation de papier et sur le plan environnemental de réduction d'abattage des arbres, de coût du transport... les détracteurs

eux par contre mettent en évidence les coûts conséquents de l'acquisition et de la fabrication des logiciels exclusivement dédiés à ce mode électoral.

En somme, en attendant les détails sur la faisabilité de ces élections électroniques, et tout en ayant pris connaissance des objectifs, des avantages et aussi des inconvénients de ce vote des temps modernes, il reste que la réalité algérienne laisse quelque peu sceptique.

Et pour cause, à supposer que l'ensemble des foyers algériens dispose d'ordinateurs ou encore de téléphones portables intelligents, reste que la manipulation de ces outils afin d'aller vers les plateformes destinées aux votes électroniques, n'est pas le fort de tous, notamment des personnes âgées, malades et/ou handicapées ou tout simplement illettrées, ce qui nécessitera l'intervention de tierces personnes.

D'où le risque porté sur le choix électoral. Ceci tant et bien que l'opération en elle-même exige une qualité de connexion Internet irréprochable. Ce qui est loin d'être le cas.

L. N.



PHOTO: R.

LA QUESTION DU JOUR

Erdogan l'ottoman

Suite de la page une

Ne s'agit-il pas plutôt pour lui de se placer dès à présent dans la perspective de l'après-conflit, c'est-à-dire dans un contexte régional qui ne serait pas dominé par la guerre en Syrie, sachant que la crise syrienne est déjà entrée dans sa phase finale ? En Syrie même, il semble bien que l'armée syrienne et ses alliés soient décidés à lancer des offensives y compris dans les zones de désescalade convenues à Astana. A Idlib, au nord, toujours aux mains du Front Nosra, et où se sont repliés en accord avec l'armée syrienne bien des groupes défaits ailleurs, les bombardements ont repris comme si nulle trêve n'était à l'œuvre. Même chose d'ailleurs à Ghouta et à Hama. L'accord de désescalade est donc rompu de façon unilatérale par les Syriens et les Russes. Non seulement nulle trêve n'est prévue pour la fin d'année, mais là où les combats se sont calmés ces derniers temps, on a attendu ce moment précis pour leur faire retrouver quelque chose de leur ancienne intensité. On ne peut exclure que ce soit ce revirement par rapport à ce qui a été convenu à Astana qui explique que le président turc retrouve de son côté le vocabulaire qui a longtemps été le sien à l'adresse du président syrien. Le problème avec lui, c'est que son langage est souvent porté à l'excès. Ainsi par exemple de celui dont il a usé aux dépens de l'Allemagne, qu'il n'a pas hésité à renvoyer à son passé nazi, ce qui n'a pas peu choqué, en Europe notamment. L'Europe elle-même n'a pas échappé à son courroux. Erdogan ne prend des précautions de langage qu'avec les Américains et les Russes. Et éventuellement avec les Saoudiens. Mais pas avec les Israéliens, il faut bien le reconnaître. Erdogan n'est pas un premier responsable turc comme un autre. On peut dire de lui qu'il est tout autant ottoman que turc. Sa tournée africaine a eu en tout cas des allures de visite dans quelques-unes des anciennes possessions ottomanes. Il ne lui aura manqué qu'une virée dans l'ancienne Régence d'Alger, après celle faite dans la ci-devant Régence de Tunis, pour être tout à fait complète. Au soudan, sa visite s'est soldée entre autres par la remise à son pays de l'île de Suakin sur la Mer Rouge à des fins de reconstruction, une ancienne possession ottomane.

M. H.

Charte sur le partenariat public-privé

Sidi Saïd : «Nous n'avons aucun complexe d'avoir signé ce document»

La ratification de la charte sur le partenariat public-privé offre à l'économie nationale une «nouvelle perspective» qui permettra d'avancer sur les questions économiques et de dialogue social, tout en préservant l'emploi et en créant d'autres, a affirmé vendredi à Alger le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Abdelmadjid Sidi Saïd. «Nous n'avons aucun complexe d'avoir signé ce document. C'est une signature de maturité et de responsabilité et nullement de renoncement à nos valeurs syndicales», a tenu à préciser M. Sidi Saïd à l'ouverture des travaux d'une réunion consacrée au bilan du Secrétariat national

de l'UGTA, tenue à l'Institut national des études et de la recherche syndicales. «Nous ne tenons pas à perdre des postes d'emploi ni à perdre le pouvoir d'achat. Bien au contraire, en allant vers ce genre de partenariat, nous allons sauvegarder et créer des emplois», a-t-il soutenu. Pour M. Sidi Saïd, la signature de ce document est une sorte de «reconnaissance» et de «confortation» du dialogue social qui constitue «l'une des recommandations permanentes du Bureau international du travail (BIT)». «Cette charte exprime la volonté des acteurs de la tripartite de renforcer le rôle du partenariat dans le développement économique et social du pays et la promotion

de la concertation et du dialogue social comme seul mode de gouvernance», a encore expliqué le secrétaire général de l'UGTA. Il a fait savoir que «la maturité a amené l'UGTA à comprendre, depuis un certain temps, que le mariage économique entre le secteur public et privé n'est pas une hérésie et nullement une honte. Bien au contraire, c'est une nouvelle perspective économique qui va nous permettre d'aller de l'avant sur la voie du dialogue». «Nous voulons sauver, sauvegarder et améliorer nos entreprises en allant vers la production nationale. Je ne vois pas pourquoi favoriser l'importation au détriment de la production locale», s'est-il interrogé, tout en

soulignant qu'à travers cette charte, les parties signataires s'engagent pour que l'Algérie puisse devenir une «puissance économique». «Nous acceptons toutes les critiques, mais nous sommes persuadés que notre acte permettra à l'économie nationale de se transformer et sortir de la dépendance des hydrocarbures», a-t-il souligné. Par la même occasion, le secrétaire général de la Confédération syndicale internationale-Afrique, Kwasi Adu-Amankwah, et le secrétaire général de l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA), Arezki Mezhoud, présents à cette réunion, ont tenu à féliciter l'UGTA et son secrétaire général

pour la signature de la charte sur le partenariat public-privé, considérant que cette charte est «une opportunité d'ouvrir de nouvelles perspectives pour la création de la richesse et de l'emploi, la promotion de la production locale, l'amélioration du niveau de vie des travailleurs algériens et la préservation de leurs acquis».

Halim Noui/APS

Conseil supérieur de la magistrature

La nomination de 103 magistrats approuvée

■ Le Conseil supérieur de la magistrature a approuvé, lors de sa deuxième session ordinaire pour l'année 2017, tenue jeudi à Alger, la nomination de 103 magistrats, indique le Conseil dans un communiqué.



Par Hatem N.

«**M**. Tayeb Louh, ministre de la Justice, garde des Sceaux, vice-président du Conseil supérieur de la magistrature, a présidé ce jour 28 décembre 2017, la deuxième session ordinaire du Conseil supérieur de la magistrature pour l'année 2017, et ce, pour étudier l'ordre du jour finali-

sé par le bureau permanent du Conseil supérieur de la magistrature comportant notamment les questions liées à la carrière des magistrats, dont la nomination, la mise en disponibilité et étude des recours», note la même source. Abordant son ordre du jour, le Conseil a d'abord souligné «les avancées considérables et continues du secteur de la justice, source de fierté de la nation, et

ce, en exécution du programme de son excellence monsieur le président de la République, président du Conseil supérieur de la magistrature, qui vise à consolider davantage les libertés individuelles et collectives, asseoir une justice proche du citoyen, simplifier les procédures et surtout protéger le magistrat contre toute forme de pression, le tout consacré par la Constitution de

2016». Concernant les recours introduits par les magistrats suite au dernier mouvement, le Conseil supérieur de la magistrature «a approuvé le projet établi par le bureau permanent après étude approfondie des demandes des magistrats au cas par cas, en prenant en compte surtout les cas sociaux et de santé ainsi que le rapprochement familial», relève le communiqué,

soulignant que le Conseil a, par la suite, examiné d'autres points inhérents à la carrière des magistrats. A la fin des travaux, les membres du Conseil «ont félicité l'ensemble des magistrats pour leur dévouement dans leur noble mission dans l'intérêt des justiciables et de la nation, tout en leur souhaitons la pleine réussite», conclut la même source. **H. N./APS**

Hocine Necib, ministre des Ressources en eau :

«La mise en œuvre du Plan national d'irrigation agricole sera parachevée»

Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a indiqué jeudi que son département s'employait à mettre en œuvre et à parachever le Plan national d'irrigation agricole et de mise à disposition de ressources hydriques pour couvrir les besoins de toutes les activités agricoles à travers le territoire national. Répondant à une question orale d'un membre de l'Assemblée populaire nationale (APN) sur les préoccupations de la population de la wilaya M'sila relatives aux ressources en eau, le ministre a précisé que cette wilaya, à l'instar de toutes les wilayas des Hauts-Plateaux, avait bénéficié de projets sectoriels qui lui ont permis de porter les superficies irriguées de 20 000 hectares à 40 000 hectares, grâce à l'exploitation des ressources hydriques disponibles dans la région. La wilaya de M'sila compte plusieurs barrages et retenues d'eau, notamment le barrage de Ksob d'une capacité de stockage de près de 12 millions de mètres cubes et quatre petits barrages et deux retenues collinaires ayant permis de mettre à disposition 2,25 millions de mètres cubes supplémentaires. Le ministre a cité également les puits profonds qui

constituent une importante ressource d'eau d'irrigation dans la wilaya de M'sila qui en compte 7 300. Evoquant les solutions au problème du manque d'eau destinée à l'irrigation agricole dans certaines régions de la wilaya, le ministre a expliqué les mesures et les projets prévus à court et moyen terme. Il a notamment rappelé l'entrée en service du barrage de Sellouba, lors de sa visite les 17 et 18 décembre, d'une capacité de stockage de 3,5 millions de mètres cubes. Il a également fait état de la poursuite des travaux de réalisation de deux petits barrages dans la commune de Mohamed-Boudiaf et à Ouled Sidi Abdellouahab et Sidi Aïssa qui mettront à disposition 4 millions de mètres cubes supplémentaires. Le ministre a cité, en outre, la finalisation de l'étude du projet de réalisation du barrage «Medjdel» d'une capacité de 15 millions de m³, précisant que des procédures sont en cours pour lever les obstacles et indemniser les expropriations pour un montant de 1,8 milliard de DA. Par ailleurs, M. Necib a fait savoir que des études ont été lancées pour la réalisation de quatre barrages à Oued Chair, Tabia, Koudiet Sed Benaïda et Ben Messif, ce qui

renforcera les capacités de stockage de 154 millions de m³ pour permettre l'élargissement des superficies irriguées dans cette wilaya. Il a également évoqué la généralisation des systèmes d'irrigation modernes économiques et la réutilisation des eaux traitées dans les stations d'épuration de M'sila, Boussaâda et Sidi Aïssa. Le ministre a rappelé que la wilaya a également bénéficié, dans le cadre du programme quinquennal de développement, au titre du programme de développement des Hauts-Plateaux, d'opérations de forage de puits dont la plupart ont été parachevés, ajoutant que les travaux se poursuivent actuellement en deux opérations pour la réalisation de 900 mètres linéaires pour les puits profonds et 6 000 mètres linéaires pour les forages, dont un taux de 55% a été actuellement réalisé. Concernant les travaux de dragage et de maintenance des barrages, notamment le barrage de Ksob, le ministre a indiqué que cette ouvrage a fait l'objet de plusieurs opérations de maintenance et de dragage, dont la plus importante a été effectuée entre 2002 et 2009 pour l'enlèvement de 7 millions de m³ de vase. Il a ajouté que des travaux sont

actuellement en cours avec l'enlèvement de près de 2 millions de m³ de vase à l'effet de préserver les capacités de stockage du barrage. «Il a été décidé, au cours de la même visite sur le terrain, les 17 et 18 décembre, dans la wilaya de M'sila, de consacrer une enveloppe financière supplémentaire, au titre du budget 2018, pour l'entretien de ce barrage afin d'atteindre un volume de 5 millions m³ en deux ans. Il s'agit aussi d'affecter un bateau de fabrication locale pour le dragage des barrages en cours de construction, en partenariat avec l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) et l'Entreprise nationale «Elico», a affirmé le ministre. «L'objectif escompté est d'améliorer les capacités de stockage de ce barrage et d'étendre le périmètre irrigué à partir du grand barrage Ksob où les travaux de maintenance et de réhabilitation touchent à leur fin», a-t-il ajouté. Concernant la protection des barrages contre les glissements de terrain, M. Necib a indiqué qu'en sus des opérations de maintenance ordinaires, le ministère a élaboré une étude spécifique sur l'état des barrages à l'échelle nationale et défini les mesures à prendre

pour protéger les barrages contre la boue. Il a rappelé également les opérations de boisement menées par l'ANBT, en coordination avec les services des forêts, et l'élaboration d'un programme spécial de boisement autour des bassins versant dans les principaux barrages de la wilaya. Lesdites opérations concernent le barrage de Ksob qui a vu en 2017 le boisement de 15 400 arbres, a indiqué le ministre, ajoutant qu'il et prévu la plantation de 30 000 autres en 2018. La campagne de boisement a concerné aussi le barrage de Soubella où 2 000 arbres ont été plantés, en attendant la clôture du cahier des charges pour le boisement de 67 700 autres, dont 5 200 oliviers en 2018. Par ailleurs, un cahier des charges devrait être élaboré pour la plantation de 50 000 arbres au niveau du barrage Medjdel, a précisé le ministre, notant que ledit programme fera l'objet d'un appel d'offres. Le secteur des ressources en eau a pris une série de mesures pour protéger les villes contre les inondations, a souligné M. Necib, mettant en avant l'acquisition d'équipements modernes nécessaires et l'utilisation d'images satellitaires. **Fatma N.**

Importations

La durée de validité du registre de commerce fixée à 2 ans renouvelables

■ La durée de validité des extraits du registre de commerce délivrés pour l'exercice de certaines activités, notamment l'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état, a été fixée à deux ans renouvelables, en vertu d'un arrêté ministériel publié dans le «Journal officiel» n°72.

Par Salem K.

Signé le 2 novembre 2017 par le ministre du Commerce, Mohamed Benmeradi, ce texte stipule que «la durée de validité des extraits du registre de commerce, délivrés aux assujettis en vue de l'exercice des activités d'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état, est fixée à deux années renouvelables». A l'expiration de cette durée de validité, note l'arrêté ministériel, «le registre de commerce devient sans effet, et la société commerciale concernée,



PH.D.R.

doit demander sa radiation dans le cas où elle exerce uniquement l'activité de l'importation pour la revente en l'état». Toutefois, précise le document, «la société doit procéder à la modification de son registre de commerce en supprimant l'activité concernée, dans le cas où elle exerce plusieurs activités. A défaut, la radiation du registre de commerce est demandée par les services de contrôle habilités». Par ailleurs, au cas où la société commerciale souhaite renouveler son registre du commerce pour l'exercice des activités d'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente, «elle dispose, avant l'expiration de sa durée de

validité, d'un délai de quinze jours pour procéder à son renouvellement», explique ce texte législatif. Le même texte souligne, néanmoins, que «les opérations d'importation réalisées pour propre compte, par tout opérateur économique dans le cadre de ses activités de production, de transformation et/ou de réalisation, dans la limite de ses propres besoins, ne sont pas soumises aux dispositions de cet arrêté». Il indique, en outre, que la durée de validité du registre du commerce, est portée sur l'extrait du registre de commerce, dans un emplacement réservé à cet effet. A cet effet, les sociétés commerciales déjà inscrites au registre de commerce

pour l'exercice des activités d'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état, disposent d'un délai de six mois, à compter de la date de publication au «Journal officiel» de cet arrêté, pour se conformer à ses dispositions. Passé ce délai, «les extraits du registre de commerce non conformes, deviennent sans effet», avise le document. En outre, «la radiation du registre de commerce des sociétés commerciales concernées, est demandée par les services de contrôle habilités», note le document. S. K./APS

Banques

Signature d'un protocole d'entente pour la création d'une société de capital investissement

Un protocole d'entente pour la mise en place d'une société de capital investissement, visant l'intensification du tissu national des PME, a été signé par la Banque nationale d'Algérie (BNA) et la Banque extérieure d'Algérie (BEA) d'une part, et le groupe international Small Enterprise Assistance Funds (SEAF), d'autre part, ont indiqué jeudi les signataires dans un communiqué commun. La cérémonie de signature de ce protocole d'entente s'est déroulée au siège du ministère des Finances sous la présidence du ministre des Finances, Abderrahmane

Raouya, a précisé la même source. Cet accord qui s'inscrit dans le cadre des orientations des pouvoirs publics, incitant les banques à diversifier les instruments de financement de l'économie, affirme la «volonté» et la «détermination» des deux banques publiques à mettre en place une société de capital investissement, dont le capital social s'élève à 11 milliards de DA, a souligné le document. La mise en place de cet outil de financement vise à contribuer à l'intensification du tissu des petites et moyennes entreprises (PME) en tant que vecteur de création

de richesses et d'emplois, a-t-on ajouté. Il permettra, également, d'attirer les capitaux étrangers (IDE), et ce, «en drainant les ressources de fonds investissements étrangers», a affirmé la même source. Les fonds alloués, ainsi que le portefeuille d'investissement de la nouvelle entité, seront gérés, en vertu d'un mandat de gestion, par une société de gestion que le groupe SEAF aura la charge de constituer conformément à la réglementation en vigueur, a-t-on expliqué.

Samir Y.

Pétrole/Prix

Le Brent à plus de 66 dollars

Les prix du pétrole renouaient avec leur plus haut niveau depuis mi-2015 en cours d'échanges européens, dopés par la baisse des stocks de brut aux Etats-Unis et par une vague de froid qui pourrait faire grimper la consommation. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, valait vendredi en fin de matinée 66,46 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 30 cents par rapport à la clôture de jeudi. Dans les échanges électroniques sur le New York

Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de février prenait 28 cents à 60,12 dollars. Si le Brent restait légèrement en deçà de son plus haut de l'année atteint mardi en raison d'un changement de contrat de référence, le WTI a touché 60,32 dollars, son plus haut niveau depuis juin 2015. «Avant de partir en week-end prolongé pour le Nouvel An, les investisseurs américains vont devoir s'intéresser à la vague de froid qui s'est abattue sur une grande partie des Etats-Unis», a expliqué un analyste. Le marché évoluait cependant dans

des volumes très modérés à l'approche du Nouvel An. «Nous restons à peu près certains que les récents plus hauts ne tiendront pas sur le moyen terme, et que le prix (du WTI) repassera sous les 60 dollars en janvier, mais pour l'instant, l'entrain festif se maintient», ont prévenu des analystes.

Parmi les raisons de prudence, ces derniers notent la reprise attendue du pipeline de Forties, dont l'arrêt début décembre a fortement entravé la production britannique de mer du Nord.

Kamel L.

Agence France Trésor La France entend emprunter entre 4,5 et 5,7 mds d'euros à court terme

LA FRANCE entend emprunter entre 4,5 et 5,7 milliards d'euros à court terme mardi sur les marchés, a annoncé vendredi l'Agence France Trésor (AFT), chargée de placer la dette française auprès des investisseurs. Dans le détail, le pays a l'intention de lever entre 2,6 et 3 milliards d'euros à trois mois (13 semaines), échéance pour laquelle il avait accordé un taux de -0,900% lors de la dernière opération comparable le 18 décembre. Le Trésor veut également emprunter entre 1,1 et 1,5 milliard d'euros à six mois (24 semaines). Le 18 décembre, le taux avait atteint -0,792% pour cette échéance. Enfin, le pays veut lever entre 800 millions et 1,2 milliard d'euros à un an (48 semaines), échéance pour laquelle il avait accordé un taux de -0,665% le 11 décembre. La France emprunte depuis août 2014 à des taux négatifs sur des échéances de court terme, ce qui signifie que les investisseurs, qui cherchent à tout prix des placements sûrs, sont prêts à perdre de l'argent en prêtant à la France, pour qui emprunter sur ces échéances devient rémunérateur. F. T.

Royaume-Uni/Russie Arrivée d'un premier méthanier chargé de GNL russe

LE PREMIER méthanier chargé de gaz naturel liquéfié (GNL) issu du mégaprojet Yamal en Russie est arrivé jeudi soir au terminal de l'île de Grain au Royaume-Uni, selon le gestionnaire des réseaux d'énergie britanniques National Grid. L'île de Grain, située au sud-est de l'Angleterre non loin de Londres et à l'embouchure de la Tamise, dispose d'un terminal qui permet en théorie l'acheminement du gaz sur le territoire britannique. La porte-parole de National Grid a cependant précisé que le gaz livré ne devrait pas être acheminé dans le réseau britannique mais être vendu et transporté vers une autre destination. Cette première cargaison chargée via le projet Yamal a été évaluée à 170 000 mètres cubes et achetée par Petronas LNG UK, filiale britannique du groupe malaisien Petronas. Le départ du méthanier brise-glace a eu lieu début décembre lors de l'inauguration par le président russe Vladimir Poutine du projet hors norme Yamal dans une région isolée à 600 kilomètres au nord du cercle polaire. Le projet gazier, chiffré à 27 milliards de dollars, est aux mains d'un consortium international mené par le groupe privé russe Novatek et auquel participe le français Total. La Russie est actuellement le premier exportateur au monde de gaz et est en passe de dépasser le Qatar pour le seul GNL. R. E.

Blida

Deux millions de touristes visitent la région de Chréa annuellement

■ Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hacène Mermouri, a affirmé jeudi à Blida que la région montagneuse de Chréa attire deux millions de touristes annuellement, ce qui reflète l'attrait des sites touristiques en Algérie.



Par Ghania T.

Dans une déclaration à la presse au terme de sa visite de travail dans la wilaya de Blida, le ministre a indiqué que le Parc national de Chréa enregistre 2 millions de touristes issus des différentes régions du pays.

Station hivernale par excellence, Chréa se distingue par les activités sportives qui y sont pratiquées et constitue également une réserve naturelle permettant aux chercheurs d'étudier la chaîne environnementale qui y existe de par la faune et la flore outre les espèces rares et protégées qu'elle contient, a fait savoir le

ministre. Le ministre a salué, dans ce sens, les associations et la société civile en reconnaissance de leurs initiatives volontaires en faveur de la généralisation du tourisme local.

Il s'agit selon le ministre, d'accompagner la volonté des autorités locales en vue de promouvoir le secteur du tourisme et d'artisanat et répondre aux différents besoins des investisseurs en leur facilitant les procédures.

M. Mermouri a appelé les agences de voyage à contribuer à la relance de l'activité touristique interne à travers l'organisation de voyage dans toutes les régions du pays.

Par ailleurs, le ministre a rappelé que le tourisme saharien a

enregistré une hausse de 26% en termes de nombre des touristes durant les deux derniers mois (160 000 touristes algériens et 10 000 touristes étrangers), ajoutant que les hôtels au Sud du pays affichent complets durant cette période, ce qui démontre l'amélioration de ce tourisme par rapport à l'année précédente.

S'agissant des projets d'investissement, le ministre a déclaré que l'Etat encourageait tous les projets et accordait des facilités aux investisseurs dans ce domaine. Cependant, il y a certains projets qui sont entravés par des obstacles juridiques et autres, ce qui nécessite la coordination entre les différents sec-

teurs concernés et l'application rigoureuse de la loi, a expliqué M. Mermouri ajoutant qu'une commission a été installée au niveau du ministère chargée de la révision des lois, notamment celles portant zones à extension touristique (ZET).

Pour ce qui est de la privatisation des entreprises publiques relevant du secteur, le ministre a fait savoir que la prise de décision sur ce sujet relevait du Conseil des Participations de l'Etat (CPE).

Pour le secteur de l'Artisanat, M. Mermouri a indiqué que ce dernier était pris en charge par les autorités qui oeuvrent aux règlements des problèmes soulevés, notamment en ce qui concerne la disponibilité des locaux ou des ateliers pour les artisans en vue de les aider à commercialiser leurs produits.

Le premier responsable du secteur a ajouté que son département ministériel avait instruit les chambres de l'artisanat au niveau national de rechercher de nouveaux mécanismes de commercialisation pour assurer la pérennité de la production qui ne doit pas se restreindre à des occasions précises. Il a appelé également les autorités locales à mettre à profit les week-ends et toutes les occasions pour exposer et vendre les produits de l'artisanat. Le ministre a entamé sa visite à la wilaya par l'inspection de l'hôtel Ennassim dans la région de Chréa avant d'écouter

un exposé sur le parc national de Chréa. Il s'est par la suite rendu à la Maison de l'artisanat à Ouled Yaïch où lui ont été présentés des produits fabriqués par des artisans avec lesquels il a eu un échange sur les problèmes rencontrés. G. T./APS

Transports à Constantine Réception prochaine de huit nouveaux bus

LE PARC de l'Entreprise publique de transport urbain de Constantine (ETUC) sera renforcé d'ici à début janvier 2018 par huit nouveaux bus, a révélé jeudi le directeur général de cette entreprise, Abdelhakim Kharchi.

Ce quota de bus fait partie d'un lot global composé de 50 bus produits par l'entreprise nationale de véhicules industriels (SNVI) «devant être mis en service progressivement», a fait savoir le même responsable, faisant part de l'impact de ces nouveaux acquis dans l'amélioration des services et l'allègement de la pression notamment sur certaines lignes de transport urbain.

L'entrée en exploitation de ces véhicules de transport en commun contribuera à la création de nouveaux postes de travail pour les conducteurs et les agents de maintenance entre autres, a encore souligné la même source.

De nouvelles lignes desservant les communes notamment seront ouvertes «une fois les études techniques de faisabilité en cours achevées», a encore souligné le même responsable, précisant que durant l'année 2017 plus de 5 millions de voyageurs avaient transité par les lignes urbaines et suburbaines de l'ETUC.

Depuis sa création en 2005, l'ETUC desservait 11 lignes dans les communes de Constantine et El Khroub entre la station Khemisti au centre ville vers la cité Boussouf, Djebel El Ouahch, Zouaghi Slimane, Ali Mendjeli (El Khroub) et l'aéroport international Mohamed Boudiaf, a rappelé le même responsable.

D'autre lignes reliant la station Zaâmourche à Bab El Kantra (centre ville) vers Massinissa (El Khroub) et la cité El Gamas, Zouaghi Slimane et l'université Constantine3 sont également assurées par l'ETUC, a-t-on rappelé.

La mise en service en octobre 2016 de la carte d'abonnement entre l'ETUC et la société d'exploitation des tramways (Setram) a permis l'augmentation du nombre des voyageurs, a fait savoir M. Kharchi.

L. M.

H. Y.

Tizi Ouzou

Le taux de pénétration d'Internet a atteint 52% en 2017

Le taux de pénétration d'Internet dans la wilaya de Tizi Ouzou a atteint en 2017 les 52% contre 39% en 2016, soit une progression de 13% en une année. Le nombre d'abonnés dépasse les 105 000 à la lecture de ces chiffres révélés, hier, par le directeur local d'Algérie Télécom, Amar Ada. Intervenant sur les ondes de radio Tizi Ouzou, le même responsable a rappelé que lors de son arrivée à Tizi Ouzou ce taux n'était que de 32%, un chiffre très faible par rapport aux capacités et à la demande. Revenant sur le récent bilan des opérations de développement et de modernisation des équipements

nécessaires pour un accès à Internet, M. Ada a précisé que durant l'année 2017 Algérie télécom a déployé 44 équipements à travers la wilaya de Tizi Ouzou qui offre une capacité de l'ordre de 17 472 abonnés. Alors que 91 km de fibre optique ont été réalisés et mis en service durant la même année. Le déploiement de la fibre optique se poursuivra durant l'année 2018, selon le même responsable qui a indiqué qu'il sera question de réaliser 97 km dont l'opération est en phase d'installation des chantiers. Celui-ci concernera les chefs-lieux des communes de Timzart, Iloula Oumalou, Agouni Gueghrane, Ait Yahia, Idjeur, Ath Ziki

et Ait Yahia Moussa. S'agissant de la technologie d'accès à Internet via la 4GLTE, le directeur d'Algérie Télécom a précisé que durant l'année 2017 ses services ont installé 68 équipements offrant une capacité de 44 200 abonnés. Parmi les villages touchés, dont la priorité a été accordée à celles non desservies par la fibre optique, figurent ceux de Bouzeguène, Maatkas, Souk El-Thenine, Boudjima et d'Ait Yahia Mousa. En somme, durant l'année 2017, Algérie Télécom a déployé des équipements d'une capacité d'accès à Internet de l'ordre de 28 000 (ADSL et 4GLTE).

Hamid Messir

Journée de formation sur la protection phytosanitaire

Une journée de formation sur la protection phytosanitaire au profit des contrôleurs techniques agricoles (CTA) a été organisée jeudi par la direction de wilaya de Tizi-Ouzou des services agricoles (DSA) sous le thème «veille et lutte contre les ennemis des cultures et contrôle phytosanitaire».

Cette rencontre, abritée par l'Institut de technologie moyen agricole spécialisée en agriculture de montagne (ITMAS) de Boukhalfa, rentre dans le cadre de la mise à niveau de l'encadrement du secteur de l'agriculture

et, notamment, des CTA qui interviennent sur le terrain au niveau des communes et qui sont en contact direct avec les agriculteurs, a expliqué le DSA, Laïb Makhlof. Le but de cette formation, qui sera suivie par d'autres rencontres de mises à niveau sur les différents thèmes qui concernent le monde agricole, est de booster le secteur et d'améliorer la production tant qualitativement que quantitativement, en permettant aux cadres du secteur, et particulièrement aux CTA, de disposer d'un maximum d'outils d'information qui

leur permettront d'améliorer leur action sur le terrain, a ajouté le même responsable. Lors de cette journée, animée par des spécialistes en protection phytosanitaire, dont Kaci Boukhalfa, Blibek Fahima et Senani Karima, les présents ont reçu des explications sur les moyens de lutte chimiques, mécaniques, ergonomiques et autres contre les prédateurs des cultures, les maladies poussant à la mise en quarantaine et les précautions à observer lors de l'utilisation des produits chimiques dont «le recours doit être raisonné et jus-

tifié afin de protéger l'environnement et préserver la santé de l'utilisateur de ces produits et du consommateur». Dans son intervention, l'inspecteur principal phytosanitaire Kaci Boukhalfa a rappelé que la protection phytosanitaire vise, entre autres, à améliorer les rendements, garantir une production de qualité, protéger les revenus des agriculteurs en réduisant les pertes de récoltes et éviter l'introduction d'organismes nuisibles sur le territoire national et la circulation de ceux existants.



Sahara occidental

Le Premier ministre appelle les populations du Sud à «intensifier la lutte sur tous les plans»

■ Le Premier ministre sahraoui, Abdelkader Taleb Omar, a appelé, mercredi à Aghouinit (territoires sahraouis libérés), les populations du Sud à «intensifier la lutte et à se rassembler autour du Front Polisario».

Par Moncef G.

Le Premier ministre sahraoui a appelé les participants à la rencontre des populations du Sud à «intensifier la lutte sur tous les plans», rappelant que «les Sahraouis dans les territoires occupés ont besoin de soutien, de solidarité et de protection».

Soulignant que les détenus

politiques sahraouis dans les territoires occupés endurent énormément pour le triomphe de la cause nationale, le Premier ministre a appelé tout un chacun à davantage de soutien.

Il a salué par la même occasion le soutien indéfectible du peuple algérien en faveur du respect du droit des peuples à l'autodétermination, et des frontières héritées du colonialisme.

M. Taleb Omar s'est félicité par ailleurs des liens de fraternité unissant son pays avec la Mauritanie, un pays stratégique pour le Sahara occidental, a-t-il dit. «L'armée sahraouie est pleinement disposée à jouer son rôle



après que les exercices de simulation aient prouvé sa capacité à mener le combat», a-t-il ajouté. «La victoire est proche», a lancé le Premier ministre en direction des participants, souli-

gnant que «la marge de manœuvre du Maroc est très réduite avec notamment les problèmes politiques et socio-économiques auxquels il fait face et la pression internationale qu'il

subit». «Le Maroc n'a d'autre alternative que de s'asseoir avec les Sahraouis autour de la table des négociations», a conclu le Premier ministre sahraoui.

M. G./APS

Mauritanie Des opposants condamnés avec sursis après une marche avec l'ex-drapeau national

CINQ OPPOSANTS mauritaniens ont été condamnés jeudi à trois mois de prison avec sursis après avoir participé, la semaine dernière, à une marche pendant laquelle avait été brandi l'ancien drapeau national. Une source judiciaire avait fait état, dans un premier temps, de sept prévenus à la suite d'une marche le 16 décembre. Cinq adultes placés en détention et deux mineurs sous contrôle judiciaire. Mais les deux mineurs n'ont pas comparu, le ministère public ayant renoncé à les poursuivre, a précisé une source proche du parquet. Ces opposants avaient été arrêtés dans la capitale lors de la marche organisée par le «G8». Cette coalition de partis, organisations et syndicats, formée pour s'opposer à la révision constitutionnelle, finalement adoptée lors d'un référendum controversé le 5 août. Les prévenus ont comparu jeudi en «flagrant délit» devant un tribunal correctionnel de Nouakchott pour «violation contre la force publique», mais cette juridiction a requalifié le chef d'accusation en «incitation à la rébellion», a indiqué la source judiciaire. «Les cinq ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis et ont déjà été remis en liberté dans la soirée», a affirmé cette source. Le parquet avait requis trois mois de prison ferme pour «violation contre la force publique». «C'est inadmissible, la cour n'avait pas le droit de recourir à cette requalification pour trouver un motif de condamnation qui n'existe pas, dans un dossier vide et purement politique», s'est insurgé l'un des avocats de la défense, Mohamed Mahmoud Ould Lemmatt. «Le régime veut faire peur aux opposants, il n'y parviendra pas», a-t-il déclaré. R. M.

Diplomatie

Erdogan en Tunisie pour parler commerce et défense

Les présidents turc et tunisien ont affirmé, mercredi à Tunis, leur détermination à renforcer la coopération, notamment économique, à l'occasion d'une visite officielle de Recep Tayyip Erdogan qui a signé des accords en matière de défense et d'investissement.

«Nous avons affirmé l'envie des deux Etats de renforcer la coopération (...) en tenant compte des circonstances que traverse la Tunisie», a déclaré le président tunisien Béji Caïd Essebsi, saluant «la compréhension dont a fait preuve le président turc concernant ces circonstances». «La Turquie soutient la Tunisie dans les jours difficiles», a de

son côté assuré M. Erdogan.

«Le développement de la Tunisie est le développement de la Turquie». Il a dit espérer le renforcement des relations économiques, en particulier le commerce et les investissements, et le développement de la coopération dans les secteurs de l'énergie, du tourisme et de l'agriculture, soulignant que les échanges commerciaux avaient «atteint environ 1,125 milliard de dollars».

Des accords de coopération en matière de défense, prévoyant notamment des formations et des stages pour les militaires tunisiens en Turquie, et des ententes pour faciliter les investissements entre les deux pays

ont été signés mercredi, a indiqué en marge de cette rencontre le ministre tunisien des Affaires étrangères, Khemaies Jhinaoui.

Les Turcs souhaitent augmenter l'exportation des produits tunisiens comme l'huile d'olive et le phosphate, a-t-il ajouté. M. Erdogan, arrivé à la tête d'une délégation d'une dizaine de ministres et plus de 150 hommes d'affaires pour l'ultime étape d'une visite d'Etat en Afrique, va également rencontrer le Chef du gouvernement, Youssef Chahed, et le président du Parlement, Mohamed Ennaceur. Après une visite au Soudan et au Tchad, M. Erdogan avait atterri mardi soir en Tunisie. APS

Tunisie

Kamel Morjane appelle à une conférence nationale entre les signataires du Document de Carthage

Le président du parti Al-Moubadara, Kamel Morjane, a appelé jeudi à la tenue d'une conférence nationale regroupant les signataires du Document de Carthage, l'objectif étant d'examiner les moyens de lever les obstacles de communication entre les parties prenantes de ce document et de sceller un pacte national à même de permettre d'instaurer un climat d'entente entre elles. Lors d'une conférence de presse, Morjane a réaffirmé le soutien de son parti au gouvernement d'union nationale et son engagement à respecter le Document de Carthage, soulignant la nécessité de régler les conflits entre les signataires de ce document.

«Le parti Al-Moubadara refuse l'exclusion et croit au dialogue ouvert entre toutes les parties, y compris avec le mouvement Ennahdha», a-t-il affirmé.

Par ailleurs, Morjane a rappelé les concertations qui ont eu

lieu récemment entre 10 partis politiques, y compris Al-Moubadara, faisant remarquer que ces concertations s'inscrivent dans le cadre des préparatifs des prochaines élections municipales et visent à examiner les options et les mécanismes de participation à cette échéance électorale. Réuni mercredi dernier, le bureau national du parti Al-Moubadara a adopté la nouvelle structure du parti.

En vertu de cette nouvelle structure, le parti sera désormais composé d'un bureau politique, d'un bureau national, d'un bureau exécutif et d'un conseil national.

Fête du nouvel an : lancement d'une campagne de contrôle économique et sanitaire

Le ministère de la Santé en coopération avec les ministères du Commerce, de l'Intérieur, de

l'Agriculture et des Ressources hydrauliques, ont lancé jeudi, à l'occasion de la fête du nouvel an, une campagne de contrôle économique et sanitaire visant les établissements et les locaux de fabrication et de commercialisation des pâtisseries dans le grand Tunis.

Le directeur de l'hygiène du milieu et de la protection de l'environnement au ministère de la Santé, Mohamed Rebhi, a indiqué dans une déclaration à la TAP que l'objectif de cette campagne est la contribution à la protection des consommateurs du danger des produits pâtisseries impropres à la consommation et garantir une transparence dans les transactions économiques.

Quelque 90 contrôleurs de santé et de brigades économiques, des médecins ainsi que des sécuritaires répartis en 20 équipes sont mobilisés dans différentes zones du Grand Tunis, a

précisé Rebhi.

Les services de contrôle d'hygiène ont assuré durant la période écoulée de l'année 2017, 15 500 opérations de contrôle de locaux de fabrication et de commercialisation de pâtisseries avec proposition de fermeture de 85 locaux en infraction aux normes d'hygiène et la saisie et la destruction d'une quantité de plus de 13,5 tonnes de pâtisseries impropres à la consommation, dont 7,5 tonnes durant les deux dernières semaines, selon la même source.

Quelque 3 350 kg de pâtisseries impropres à la consommation ont été saisies mercredi, a encore précisé Rebhi.

Le ministre de la Santé, Imed Hammami, a souligné pour sa part, lors du coup d'envoi de la campagne, l'importance de cet événement durant cette période, afin d'assurer une meilleure protection sanitaire des citoyens.

Hania Y.



Ouganda/Rwanda

L'Ouganda inculpe 45 citoyens rwandais pour «terrorisme»

■ La police ougandaise a annoncé vendredi avoir inculpé pour «terrorisme» 45 citoyens rwandais qui avaient été arrêtés le 11 décembre à la frontière entre l'Ouganda et la Tanzanie. «Nous avons arrêté 43 suspects rwandais à la frontière avec la Tanzanie le 11 décembre 2017, et après une enquête plus poussée deux autres suspects ont été arrêtés».

Par Rosa C.

Tous avaient de faux documents d'identification et de voyage, a indiqué le porte-parole de la police ougandaise, Emilian Kayima, cité par l'AFP. «L'enquête a été menée à son terme et les 45 citoyens rwandais ont été inculpés de possession de faux documents, de fausse identité et de graves accusations de terrorisme, car leurs intentions poin-

taient vers cela», a-t-il ajouté. Selon M. Kayima, ils sont détenus à la prison de Nalufenya, dans l'est de l'Ouganda, habituellement réservée aux personnes suspectées de terrorisme ou d'implication dans des groupes rebelles. Ces 45 Rwandais vivaient en Ouganda et affirmèrent qu'ils se rendaient en mission évangélique en Tanzanie. Mais le Rwanda les accuse d'être des membres du



Congrès national du Rwanda (RNC), parti d'opposition en exil formé par d'anciens proches du président rwandais Paul Kagame

et que Kigali qualifie de «terroriste». De longue date, le gouvernement rwandais reproche à l'Ouganda d'abriter sur son sol

des dissidents, dont ceux du RNC. R. C.

Cameroun

Un mort dans un double attentat de Boko Haram dans l'extrême-nord

Un civil a été tué dans un double attentat mené par des terroristes de Boko Haram, dans la nuit de jeudi à vendredi dans la région camerounaise de l'Extrême-Nord, et deux kamikazes ont perdu la vie dans l'attaque, ont indiqué des sources locales. Selon les témoins, dans la première attaque, deux femmes kamikazes, présumées éléments du groupe terroriste Boko Haram, ont été vite repérées par des membres du comité de vigilance local de Kordo, dans l'arrondissement de

Kolofata. Interpellées, elles ont refusé d'obtempérer, obligeant les membres du comité de vigilance à se lancer à leur poursuite, selon des sources sécuritaires.

«Repérées et acculées par les villageois qui accouraient de toute part, elles n'ont pas eu d'autre choix que d'enclencher leurs charges explosives. Heureusement, elles ont été les seules victimes», a confié Talba, un habitant de Kordo.

Toujours dans l'extrême-nord, une autre attaque est survenue

dans la même nuit dans la localité de Goulkidaye, dans l'arrondissement de Mayo Moskota, frontalier avec la Nigeria, causant la mort d'un civil.

Les incursions nocturnes de Boko Haram dans l'arrondissement de Mayo Moskota se sont intensifiées depuis quelques jours, «depuis que certains combattants ont décidé de se rendre, en choisissant pour la plupart le Mayo Moskota comme lieu de refuge», a indiqué une source locale.

L. M.

Syrie/A la périphérie de la province d'Idleb

Au moins 66 personnes tuées dans des combats

AU MOINS 66 personnes ont été tuées au cours des derniers 24 heures dans des combats opposant les forces de l'armée syrienne et des terroristes et des rebelles à la périphérie de la province d'Idleb (nord-ouest), a rapporté vendredi une ONG. Depuis le début de la semaine, des affrontements se déroulent à la périphérie de cette province, la dernière à échapper entièrement au gouvernement syrien et contrôlée en majorité par Fateh al-Cham, l'ex-branche du réseau terroriste Al-Qaïda, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). L'armée a progressé ces derniers jours dans cette zone, s'emparant de plusieurs localités et villages à l'extrême sud-est de la province d'Idleb, ce qui pourrait être le signe d'une future offensive d'envergure. «Au moins 27 soldats et 20 terroristes et rebelles ont été tués ces dernières 24 heures dans les combats», a indiqué Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH. Des centaines de civils fuyant leurs villages à bord de voitures et pick-up transportant bagages et meubles, se dirigeaient vers la ville d'Idleb, chef-lieu de la province du même nom, selon des médias. L'armée a lancé il y a quelques jours une offensive dans cette zone de combats, située à cheval entre la province d'Idleb et celle voisine de Hama (centre). Le conflit en Syrie a fait plus de 340 000 morts et des millions de déplacés. R. I.

Diplomatie

La Russie souhaite conclure un accord de non-ingérence avec les Etats-Unis

La Russie a réitéré son «espoir de conclure un jour» avec les Etats-Unis un accord de non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun, a indiqué jeudi le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova. Elle a précisé que son ministère avait transmis le 21 décembre à l'ambassadeur des Etats-Unis en Russie, John Huntsman, un mémorandum sur ce sujet, pour répondre aux «aspirations systématiques et de longue date de Washington à vouloir exercer une influence sur les développements en Russie pour leurs propres intérêts». Ce document «a réaffirmé la volonté d'échanger les lettres ou d'autres formes de garantie de non-ingérence mutuelle dans les élections et autres processus politiques internes», a-t-elle noté en ajoutant que c'était désormais «à la partie américaine de répondre». M^{me} Zakharova a rappelé que la Russie proposait depuis les années 1990 de conclure un tel accord officiel avec les Etats-Unis, mais que ces derniers s'y refusaient régulièrement. Toutefois, elle a affirmé que

la Russie est disposée à appliquer la réciprocité en guise de riposte aux éventuelles nouvelles sanctions de la part des Etats-Unis. «Nous sommes obligés de répondre d'une manière similaire à tout ce que nos partenaires entreprennent de façon agressive contre la Russie», a-t-elle déclaré, soulignant que Moscou souhaiterait, cependant, se focaliser sur «les pas similaires positifs». «Néanmoins, nous observons très souvent des pas agressifs entrepris par nos collègues américains», a-t-elle déploré. Maria Zakharova a en outre souligné que Moscou partait du fait que ses «collègues américains doivent connaître une période d'éclaircissement et ils comprendront que c'est dans leurs propres intérêts de commencer la coopération sur tous les axes au lieu de détruire des relations bilatérales qui sont déjà plongées dans une crise profonde». Début décembre, le Président Trump a approuvé un nouveau train de sanctions contre la Russie pour des violations présumées du Traité INF/FNI. Le ministère américain du

Commerce a promis d'adopter de nouvelles mesures restrictives à l'égard des sociétés russes qui mènent des activités de recherche dans le domaine des technologies balistiques. La Russie a souligné à maintes reprises que les accusations de Washington étaient infondées. Elle a pour sa part reproché aux Etats-Unis d'avoir décidé de déployer au sol, en Roumanie et en Pologne, des systèmes de lancement vertical Mk-41.

Russie : l'inflation s'établit à 2,5% en 2017, un plus bas historique

L'inflation s'est établie à 2,5% en Russie en 2017, le plus bas niveau enregistré depuis la chute de l'URSS, mis en avant par le Kremlin comme un succès majeur du mandat de Vladimir Poutine qui s'achève, après des années d'hyperinflation. Selon une estimation préliminaire publiée vendredi par l'agence des statistiques Rosstat, les prix à la consommation ont augmenté de 2,5% sur l'année contre 5,4% en 2016. Le faible

niveau d'inflation «record» fait partie des principaux «accomplissements» mis en avant vendredi par le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, interrogé sur le bilan de 2017 lors de son dernier point-pressé de l'année. Arrivé au pouvoir en 1999 juste après un humiliant défaut sur la dette extérieure de la Russie marquant le point culminant de l'instabilité économique dramatique des années 1990, Vladimir Poutine a fait de la stabilité financière une priorité. Mis en difficulté par les sanctions occidentales liées à la crise ukrainienne et à la chute des prix du pétrole, le pays a mené une politique monétaire et budgétaire très rigoureuse ces dernières années, parfois difficile pour les ménages. Le faible niveau d'inflation, qui dépasse les attentes des économistes comme des autorités, est donc présenté comme une nouvelle rassurante à moins de trois mois de la présidentielle après des années d'inflation en montages russes, avec une nouvelle flambée en 2014-2015. Cette dernière avait été provoquée par la chute du rouble, plombé par les

cours du pétrole et les sanctions ainsi que par l'embargo sur les produits alimentaires occidentaux imposé en réponse à ces sanctions. La chute du pouvoir d'achat et de la consommation en découlant pèse aujourd'hui sur l'inflation. Le ralentissement actuel a été également atteint par une politique monétaire très rigoriste de la banque centrale, toujours soutenue par le président malgré les nombreuses critiques qui auraient souhaité des taux plus bas pour soutenir l'économie, en récession en 2014-2015. Le faible rythme de la hausse des prix, inférieure à l'objectif à moyen terme de 4% de la banque centrale, permet à cette institution d'accélérer ses baisses de taux ces derniers mois. Elle a indiqué vouloir continuer à réduire le coût de l'emprunt pour soutenir la reprise économique qui semble déjà battre de l'aile un an après la sortie de deux ans de récession. Le ministre des Finances, Anton Silouanov, a estimé cette semaine que la croissance du PIB devrait s'élever à 1,8%-2% en 2017, un résultat inférieur à la prévision du gouvernement. H. Y.



Festival d'Ahellil à Timimoun

Une ambiance festive avec un public nombreux

■ Le coup d'envoi de la 11^e édition du Festival national d'Ahellil a été donné mercredi en fin d'après-midi à Timimoun, dans une ambiance riche en couleurs et en sonorités. Depuis, des soirées festives sont animées par les troupes et artistes participants, offrant au public, venu nombreux cette année, des moments inoubliables.

Par Abia Selles

Le Festival national d'Ahellil est placé, cette année, sous le signe «Fidélité à la mémoire de Mouloud Mammeri», car coïncidant avec la clôture des festivités commémoratives du centenaire de cette éminente personnalité littéraire, organisées à Timimoun, en coordination avec le Haut commissariat à l'amazighité (HCA), a indiqué le commissaire du festival, Ahmed Djouli. Le programme du festival prévoit, dans ce cadre, par le HCA en coordination avec le commissariat du festival d'Ahellil, l'organisation d'un colloque national intitulé «Les efforts du chercheur Mouloud Mammeri au service du patrimoine immaté-

riel», qui sera animé par des chercheurs et hommes de lettres. Cette manifestation (27-30 décembre) regroupe plus d'une quarantaine d'associations culturelles, dont 28 versées dans le genre Ahellil, y compris deux associations féminines issues des différentes communes du territoire du Gourara qui auront à animer la scène culturelle du théâtre en plein air «Saoudi-Bassaoud» de Timimoun, lieu de convergence du public, locaux et touristes venus de différentes régions du pays, profitant des vacances scolaires d'hiver. Le programme de cet événement culturel prévoit des concours de la meilleure interprétation par les cadets d'Ahellil «Abcheniou», chef d'orchestre imprégnant le rythme lyrique à la chorale

d'Ahellil, et du meilleur joueur des instruments de musique traditionnels utilisés dans ce genre lyrique. Ce rendez-vous culturel annuel s'assigne, entre autres objectifs, la préservation de ce legs culturel séculaire, classé patrimoine immatériel mondial, sa promotion et l'encouragement des associations culturelles émergentes en ce genre, ainsi que la réalisation d'études sur la sauvegarde de ce genre lyrique et son archivage conformément aux normes académiques, a indiqué le commissaire du festival. Présidée par les autorités locales, la cérémonie d'ouverture de cette 11^e édition organisée au niveau du boulevard «1^{er}-Novembre», centre-ville de l'«Oasis Rouge» (Timimoun), a été marquée par un défilé folk-



lorique, haut en couleur et sonorités, des troupes participantes, à la satisfaction d'un public nombreux venu se délecter des exécutions de bonne facture artistique.

Les invités de la wilaya déléguée de Timimoun auront à apprécier, à cette occasion, des

soirées artistiques et joutes oratoires animées par les troupes et associations culturelles «Tizayine», «Tifao-tiziri», «Kawkeb El-Djanoub» de Charouine, «Afrak Thakafiya», «Tifaouet» d'Ouled Aissa et celle de «Sidi Souf» de Talmine.

A. S.

Hadrat El Andalous de Tlemcen

Une belle surprise pour la clôture

La deuxième édition de la manifestation «Hadrat El Andalous» de Tlemcen a été ouverte jeudi dernier au Palais de la culture Abdelkrim-Dali par le secrétaire général de la wilaya, en présence des autorités locales et un public nombreux composé essentiellement de familles. Des prestations musicales de haute facture ont marqué cette édition où on a pu découvrir les talents des jeunes des différentes associations participantes.

C'est à l'association «Nassim El Andalous» d'Oran qu'est revenu l'honneur d'ouvrir le bal de cette seconde édition qui a admirablement interprété un «H'ssine» (genre de chants andalous), à la grande joie de l'assistance toujours assoiffée de ce genre de manifestation.

Dirigé d'une main de maître par Yahia El Ghoul, l'un des fon-

dateurs de cette association, l'orchestre s'est illustré, une heure durant, par des morceaux de «Sanaa» et de poèmes du riche patrimoine andalous.

Association culturelle et de musique traditionnelle algérienne du genre arabo-andalou de l'école de Tlemcen, Nassim El Andalous a été créée en 1968. Elle a, à son actif, plusieurs consécutions en Algérie et à l'étranger.

La seconde association à animer cette première soirée a été celle de Mustapha Belkhdja d'Oran qui a agrémenté le public d'un «Ghrib», aux côtés d'autres morceaux de musique et d'interprétations de poèmes anciens. Créée le 18 décembre 1997 par des musiciens et spécialistes, cette association a représenté à maintes reprises la culture algérienne à l'étranger.

Les deux chefs d'orchestre

des associations qui ont ouvert le bal de cette seconde édition de «Hadrat El Andalous» ont été honorés, à cette occasion, par les autorités locales.

Pas moins de dix-sept associations culturelles ont pris part, du 21 au 28 décembre, à cette manifestation organisée en hommage au défunt Cheikh Larbi Bensari, disparu voilà 53 années. Parmi ces associations, les 14 associations de musique andalous de l'école de Tlemcen, dont celles de Sidi Bel-Abbès, Oran, Bliida, Constantine et de Paris.

Il s'agit des associations Gharnata, Kortobia, Ahab Cheikh Larbi Bensari, la Slam, Si Mohamed Bouali, Awtar Tilimsen et El Mouahidia de Nedroma, représentant la wilaya de Tlemcen, aux côtés d'El Andalousia et Cheikh Redouane Bensari de Sidi Bel-

Abbès, El Adabiya de Bliida, Maqam de Constantine et Les Aïrs Andalous de Paris. La wilaya d'Oran étant représentée par les associations Mustapha Belkhdja, Nassim El Andalous et Ennahda, ajoute-t-on.

La soirée de clôture a été marquée par une première dans l'histoire de l'école de musique andalous de Tlemcen, puisque les 14 associations culturelles de cette école ont formé un groupe pour interpréter une «nouba». La prestation de ce groupe a été remarquable par le talent des musiciens et les belles voix des chanteurs.

Il est à rappeler que deux conférences ont été animées, à cette occasion, par le professeur Ghouti Bensenuci de l'UABT sur la musique judéo-arabe et le professeur Rachida Kalfate Rostane sur ordre et désordre de la «nouba».

Agréée, le 29 juin écoulé, l'association «Hadrat El Andalous» de l'Ecole de Tlemcen vise, à travers ces rencontres, dont la première a été organisée en décembre 2016, la réactivation du Festival national de musique andalous de Tlemcen, a-t-on tenu à préciser.

L. B.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Dar-El-Imzad de Tamanrasset

Jusqu'au 31 décembre :

Journées culturelles du Sud.

Samedi 30 décembre :

Concerts du groupe Tartit (Mali), Amel Zen, Badi Lalla et Imzad.

Dimanche 31 décembre :

Concerts du groupe Imzad, de Vieux Farka Touré (Mali) et de Bombino (Niger).

Maison de la culture Ahmed-Aroua (Koléa, Alger)

Jusqu'au 1^{er} janvier 2018 à

partir de 14h :

Spectacles pour enfants.

Salle de la couple du Complexe sportif Mohamed-Boudiaf (Alger)

Judi 4 et vendredi 5 janvier 2018 à 18h :

Concert d'Idir. Prix du billet : 2 000 DA en tribune et 3 000 DA en salle (terrain). Les billets sont en vente dans les bureaux de l'Onda à Alger et Tizi-Ouzou et à la Couple.

Salle des actes de l'Institut Cervantes d'Alger

Jusqu'au 25 janvier 2018 :

A l'occasion du 80^e anniversaire du Guernica de Picasso, l'ambassade d'Espagne et l'Institut Cervantes d'Alger organisent une exposition intitulée «Dialogue hispano-algérien sur le Guernica».

F. H.

Pour la première fois en Algérie

Un évènement incontournable pour les amoureux du Pop culture

Pour la première fois en Algérie, une Comic Convention viendra s'imbriquer dans nos calendriers, de comic books.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced

Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

Organisée par l'agence événementielle «Global Advanced Solutions», la convention nommée Comic Con Djazair est prévue pour courir 2018 et promet d'être un festival incontournable pour les amoureux de Pop culture.

M. K.

Dans le cadre du Festival européen de 2018 La formation musicale Tryo s'invite en Algérie

LE GROUPE Tryo sera en concert en Algérie dans le cadre du Festival européen de 2018, ils commenceront par Alger pour passer à Oran. Les villes de Annaba et Constantine seraient également au programme.

Groupe connu pour ses titres acoustiques très influencés par le reggae et le jazz, Tryo fait évoluer sa musique à travers les années, ajoutant des tonalités folkloriques issues du monde entier. Après plus de 20 ans de carrière, 6 albums à leur actif, ils arrivent en Algérie pour des concerts

exceptionnels dès le mois de mai 2018.

Nous avons la confirmation qu'ils seront à Alger le 10 mai, puis à Oran juste après, pas encore de date fixée. Les villes de Annaba et Constantine ont été mentionnées mais l'organisation du Festival européen en Algérie n'a pas encore affirmé cela.

En attendant plus d'informations quant à l'endroit précis qui accueillera ces concerts, sachez que l'entrée sera fort probablement gratuite.

M. K.



Championnat d'Afrique de handball Les Verts battent les Serbes du Club Obilic

LA SÉLECTION algérienne de handball (messieurs) s'est imposée contre les Serbes du Club Obilic (44-22) mardi en amical, dans le cadre de sa préparation au Championnat d'Afrique des nations, prévu du 17 au 27 janvier 2018 au Gabon.

C'est la deuxième victoire des coéquipiers de Ryad Chehbour (GS Pétroliers), en stage depuis samedi dans la capitale serbe, après celle décrochée lundi face au Partizan Belgrade 38-30. Le Sept national affrontera une autre formation locale puis l'Arabie saoudite, entre mercredi et vendredi à Belgrade.

Les Verts, qui ont entamé tardivement leur préparation au rendez-vous continental en raison de problèmes multiples, se rendront par la suite au Qatar, où

ils disputeront du 6 au 11 janvier un tournoi amical en présence du pays hôte, de l'Iran et d'Oman. A Libreville, le Sept national évoluera lors du premier tour dans la poule A aux côtés du Gabon, de la Tunisie (vice-championne d'Afrique), du Cameroun et du Congo, tandis que le groupe B est composé de l'Egypte (tenante du titre), du Maroc, de la RD Congo, de l'Angola et du Nigeria.

Les trois premiers de la compétition représenteront l'Afrique au Championnat du monde, prévu en Allemagne et au Danemark en 2019. C'est d'ailleurs l'objectif assigné par la Fédération algérienne de handball au staff technique composé de Sofiane Hiouani et Mohamed Seghir Zinedine.

Arts martiaux

La création de la fédération de kempo imminente

LE MINISTÈRE de la Jeunesse et des Sports a donné son accord à la commission nationale de kempo pour la création d'une fédération algérienne de la discipline, a appris l'APS mercredi du premier responsable de cet art martial en Algérie, Hichem Ouhlima. «Nous n'avons pas attendu longtemps pour recevoir une réponse favorable à notre demande, déposée en octobre 2017, pour la création de la Fédération algérienne de kempo», a fait savoir Ouhlima.

«Nous répondons à tous les critères pour la création d'une fédération, entre autres avoir au

moins 12 Ligues de wilaya et être affiliés à une Fédération internationale», a-t-il ajouté.

Depuis 2015, quatre fédérations d'arts martiaux ont vu le jour. Il s'agit de celles du vovinam viet vo dao (2015), du kung-fu wushu (2015), de l'aïkido (2017) et du vovinam (2017). Mais hormis la première, les autres instances n'ont pas reçu encore d'agrément pour activer légalement.

Le kempo est un art martial japonais qui signifie «méthode du poing» et regroupant plus de 50 millions d'adeptes dans le monde.

Tournoi «Futures 1» de tennis en Turquie Makhlouf se retire

LE TENNISMAN algérien, Nazim Makhlouf, candidat pour prendre part au tournoi international seniors «Futures 1», prévu à Antalya (Turquie) du 8 au 14 janvier, s'est désengagé de la compétition selon la liste des inscrits dévoilée mercredi par la Fédération internationale de tennis (FIT) sur son site web. Makhlouf (21 ans) figurait dans la liste d'attente avant de se retirer sans préciser les raisons de ce désengagement. Plusieurs

joueurs relativement bien classés dans le «ranking mondial» prendront part à ce rendez-vous, à l'image de l'Italien Gianluigi Quinzi (330^e mondial), le Tchèque Michal Konecny (420^e mondial) et le Turc Altug Celikbilek (427^e mondial). Cette compétition, réservée aux messieurs, est dotée d'un prize-money de 15 000 USD et se déroulera sur les courts en surface rapide de l'hôtel Kaya Belek.

JAJ 2018

Les moyens d'alléger la charge des compétitions étudiés

LE PRÉSIDENT de l'Union des Confédérations sportives africaines (UCSA), l'égyptien Ahmed Nasser, a indiqué avoir évoqué, mardi à Alger, avec le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, «les moyens d'alléger la charge» des compétitions organisées dans le cadre des Jeux africains de la jeunesse (JAJ) 2018. «Lors de ma rencontre

avec le ministre de la Jeunesse et des Sports, nous avons abordé plusieurs questions, notamment les moyens d'alléger la charge des compétitions du rendez-vous sportif d'Alger prévu du 19 au 28 juillet prochain», a déclaré M. Ahmed Nasser à l'issue de l'audience que lui a accordée M. Ould Ali et qui a porté sur les préparatifs de cette manifestation.

JS Kabylie

Ziri Hammar jouera à titre de prêt

La JS Kabylie vient de faire signer son second joueur durant le mercato hivernal, avec l'arrivée sous forme de prêt de Ziri Hammar.

Le milieu de terrain formé à Nancy et âgé de 25 ans s'est fait

remarquer il y a près de deux ans avec la JS Saoura, avant de signer à l'USM Alger.

Mais il n'aura joué que 16 matchs de championnat en un an et demi avec les Usmistes, avec de bonnes prestations et

Coupe d'Algérie de football-1/32^e de finale La JSK et le MCO passent le premier cap

■ Les deux formations de Ligue 1, la JS Kabylie et le MC Oran, ont été les deux premières équipes à arracher leur billet en seizièmes de finale de l'épreuve populaire, après avoir battu, respectivement, les deux modestes formations de l'ES Ben Aknoun et Oued Sly, sur la plus petite des marges.

Par Mahfoud M.

Alors que tout le monde pensait que les Canaris n'allaient faire qu'une bouchée de l'Etoile de Ben Akoun, celle-ci a donné des sueurs froides aux fans de la JSK venus nombreux assister à ce match. Benaldjia a été l'auteur de l'unique but de la formation phare de la ville des Genêts à la 8', d'une frappe dans les 18m. Ce but précoce allait être une arme à double tranchant pour les locaux, qui bien qu'ils avaient cet avantage et donc mieux lotis que leurs adversaires, ne pourront pas pour autant le confirmer avec un autre but qui aurait mis l'équipe à l'abri d'un retour. Il fallait donc pour les poulains d'Aït Djoudi savoir gérer cet avantage pour arracher le billet qualificatif au prochain tour, ce qu'ils réussiront à faire même si l'ESBA n'a pas démérité. De son côté, le MCO a tout fait pour trouver la faille dès les premières minutes face à Oued Sly à domicile au stade Ahmed-Zabana d'Oran. Les Hamraoua qui s'étaient pourtant bien préparés lors de cette trêve hivernale, ont pourtant eu beaucoup de difficultés à ouvrir la marque devant la bonne organisation de leur adversaire. Il a fallu attendre la 63' pour voir enfin le premier but oranais, inscrit par Tiaiba. Cette qualification délivrera les Rouge et Blanc qui aborderont la phase



Les Canaris ont réussi l'essentiel

retour avec un meilleur état d'esprit.

Le Doyen défie les Zianides, le tenant sur du velours

Des rencontres intéressantes auront lieu, par ailleurs, aujourd'hui, avec surtout ce match au sommet qui mettra aux prises le MC Alger au WA Tlemcen, alors que le tenant du trophée, le CR Belouizdad, affrontera une petite équipe, à savoir, Ghris au stade du 20-Août. Le doyen des clubs algériens part avec les favoris du pronostic dans ce match qui l'opposera à un ancien vainqueur de ce trophée, mais qui joue actuellement en Ligue II. Les Vert et Rouge qui seront soutenus par leurs supporters au

stade du 5-Juillet devront quand même faire très attention à cette équipe des Zianides qui ne se déplacera pas en victime expiatoire. Le dernier vainqueur de l'épreuve, le Chabab Belouizdad ne devrait pas trouver de peine à l'emporter face à cette grande inconnue qui est l'équipe de Ghris. La JS Saoura, elle, se rendra à Mascara pour croiser le fer avec le SAM qui souhaite revenir en Ligue II. Les Sudistes auront donc fort à faire dans ce match. L'USM El Harrach se rend à Touggourt pour affronter l'équipe locale et devra puiser dans ses ressources pour arracher le billet qualificatif.

M. M.

Le programme :

Samedi 30 décembre 2017 :

A M'sila : NC Magra - USM Khenchela (14h00)
A Boumerdes (OPOW) : IB Lakhdaria - GS Belvedere (14h00)
A Tébessa : CRB Kais - CR Village Moussa (14h00)
A Guelma (OPOW) : IRB Belkheir - WRO Mimoune (14h00)
A Bel-Abbes : SA Mohammadia - JS Saoura (14h00)
A Relizane : RC Relizane - NRB Telaghema (14h00)
A Touggourt : NRB Touggourt - USM El-Harrach (14h00)
A Bayadh : MB El Bayadh - USM Annaba (14h00)
A Ain Sefra : GC Ain Sefra - A Bou Saada (14h00)

A Alger (5-juillet) : MC Alger - WA Tlemcen (16h00)
A Saïda : MC Saïda - RC Kouba (14h00)
A Illizi (OPOW) : CRS Illizi - ESF Bir Ater (14h00)
A Biskra : US Biskra - JSM Skikda (14h00)
A Alger (20-août 1955) : CR Belouizdad - AGB Ghris (15h00)
A Blida (Brakni) : CR Zaouia - E Sour Ghozlane (14h00)
A Sétif (8-mai 1945) : SA Sétif - ASM Oran (15h00)
Lundi 1er janvier 2018 :
A Blida (Brakni) : USMM Hadjout - RCB Oued R'hïou (14h00)
Mardi 2 janvier 2018 :
A Saïda (OPOW) : MB Hassassna - MB Berrahal (14h00)

CR Belouizdad

Rachid Taoussi à la barre technique

Après la réussite du passage de Badou Zaki à la tête de l'équipe la saison dernière, le CR Belouizdad s'est une nouvelle

fois tourné vers le Maroc pour le poste d'entraîneur.

Ivica Todorov, parti après un bilan comptable moyen en dépit de bons débuts (trois victoires lors des trois premières journées de Ligue 1), les responsables du CRB ont opté pour le Marocain Rachid Taoussi pour la succession du Franco-Serbe. L'ancien entraîneur de la Renaissance de Berkane s'est engagé pour dix-huit mois avec le club au Scapulaire.

Le technicien marocain a été

présenté aux joueurs – dont certains n'étaient pas des inconnus pour lui – aujourd'hui, Taoussi insistant sur le fait qu'ils étaient la clé des futurs succès de l'équipe.

Taoussi, 58 ans, à la riche expérience en tant qu'entraîneur, qui est passé notamment par les équipes nationales de jeunes et olympique du Maroc, tentera de relancer le CRB miné par les problèmes de gestion. Le club algérien a terminé la phase aller de Ligue 1 à la 10^e place.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Nouvel an 2018 à Béjaïa

Un plan pour sécuriser les biens et personnes

LA SÛRETÉ de wilaya a élaboré un plan opérationnel comme chaque année en prévision du nouvel an qui coïncide avec le 1^{er} janvier 2018. Ces mesures sécuritaires visent, selon la cellule de communication de la sûreté wilaya, «à sécuriser cet événement, préserver l'ordre public et les biens et aussi à garantir la sécurité des personnes». Ce plan sera mis en œuvre surtout dans certains lieux publics connaissant une grande affluence des citoyens, tels que le centre-ville, les lieux de loisirs, les entrées et sorties des villes. «Il s'agit aussi de mettre en échec tous les plans criminels s'ils venaient à être lancés contre des biens et des personnes», ajoute-t-on. «Ce plan entre dans le cadre des mesures de préventions, de dissuasion et de répression des crimes et délits», poursuit-on. A ce propos, la cellule de communication de la sûreté de wilaya a fait état de la mobilisation d'importants moyens humains et matériels dont 3 108 policiers de différents rangs, dont 1 061 sont répartis à travers les sûretés des daïras, 947 au niveau du chef-lieu notamment, de la sûreté de wilaya et le reste des forces en réserve peut être rappelé à tout moment en cas de besoin, souligne notre source. Des moyens matériels sont également mobilisés à cette occasion afin de faciliter l'intervention des forces de police en cas de besoin afin de permettre l'intensification des forces de police dans les lieux publics, faciliter et réguler le trafic routier durant cette période à travers les différents axes routiers et intersections connaissant un important trafic automobile, renforcer les principaux axes routiers, les points de contrôles et barages notamment, au niveau de entrées et sorties des villes, etc...

1 716 accidents de la circulation et 64 décès enregistrés

Les routes de la wilaya de Béjaïa ont été très meurtrières durant l'année 2017. Ils sont 1 716 accidents de la circulation routière, 2085 blessés et 64 décès enregistrés par la Protection civile de la wilaya de Béjaïa selon le bilan qui nous été communiqué jeudi dernier. Selon l'analyse faite dans le bilan, il ressort que les mois de mars, juin, juillet et août étaient les plus meurtriers avec respectivement 209, 184, 178 et 166 accidents, 336, 307, 300 et 288 interventions, 270, 204, 251 et 233 blessés. Cependant, le nombre le plus important de décès a été enregistré durant le mois de juillet, avec 12 morts et juin, mai et octobre avec 07 morts pour chaque mois. Ce bilan qui est arrêté au 24 décembre souligne que 14 053 personnes ont été secourues et évacuées vers les différents centres de santé et hôpitaux de la wilaya ; interventions effectuées durant la même période, 2 320 blessés et 11 627 malades. Les routes nationales 09, 26, la RN 24, le CW 21 et aussi dans la ville de Béjaïa étaient les plus meurtriers avec respectivement 11,10, 4, 4 et 5 accidents qui ont causé la mort de 15,13, 44 et 5 personnes pour chaque route et lieu. Il faut noter que deux personnes ont trouvé la mort dans un accident de la route sur la RN 09 hier matin à 00h40mn au lieu dit Cherchrour dans la commune de Boukhélifa. Il s'agit d'une collision entre deux camions dont un semi-remorque. Les agents de la Protection civile ont également secouru 25 personnes sans domicile fixe (SDF) au cours de 113 sorties dans les villes.

H. Cherfa

Egypte

Au moins dix morts dans une attaque armée au sud du Caire

AU MOINS dix personnes, dont un officier de police, ont été tués vendredi dans une attaque menée par un homme armé qui a ouvert le feu à l'extérieur d'une église, au sud du Caire, avant d'être abattu par des policiers, a indiqué un responsable au ministère égyptien de la Santé dans un nouveau bilan. Ce responsable n'a pas précisé si l'assaillant, qui a été abattu par balle par la police, figurait parmi les dix morts. Un précédent bilan faisait état de quatre morts. Selon la TV d'Etat, un officier de police figure parmi les per-

sonnes tuées dans l'attaque, qui a eu lieu à Helwan, une banlieue au sud de la capitale égyptienne. L'assaillant a ouvert le feu près d'une église et tenté de donner l'assaut au bâtiment avant d'être abattu par la police, ont précisé des responsables. Ces derniers ont dit être à la recherche d'un possible autre assaillant en fuite. Fin novembre, une attaque contre une mosquée dans le Nord-Sinaï a fait plus de 300 morts, l'attentat le plus meurtrier de l'histoire récente de l'Egypte.

R. I.

Yennayer journée chômée et payée dès le 12 janvier 2018



Djalou@hotmail.com

Béchar

Près de sept quintaux de kif traité saisis

■ Une importante quantité de kif traité s'élevant à 6,73 quintaux a été saisie vendredi par un détachement de l'Armée nationale populaire à Beni Ouenif, dans la wilaya de Béchar.

Par Slim O.

Deux narco-trafiquants, en possession de trois kilogrammes de kif traité, ont été arrêtés par les éléments de la Gendarmerie nationale à Tlemcen, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire a saisi, le 29 décembre 2017 à Beni Ouenif, wilaya de Béchar, une importante quantité de kif traité s'élevant à 6,73 quintaux, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté à Tlemcen, deux narco-trafiquants et saisi trois kilo-



grammes de kif traité», précise le communiqué. Dans le

même cadre, des détachements combinés de l'ANP «ont intercepté, à Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam, douze véhicules tout-terrain, 11,05 tonnes de denrées alimentaires et divers objets, tandis que 6 636 unités de différentes boissons ont été saisies à Biskra».

S. O./APS

Mostaganem

Un réseau de trafic de drogue démantelé

LES ÉLÉMENTS de la sûreté urbaine relevant de la commune de Sour ont procédé au cours de cette semaine au démantèlement d'un réseau spécialisé dans le trafic de drogue et de boissons alcoolisées, a-t-on appris vendredi de ce corps de sécurité. Cette opération a donné lieu à l'arrestation de deux individus (27 et 42 ans) et à la saisie de 2 kg de kif traité et de 2 700 unités de boissons alcoolisées, précise le chargé de communication de la sûreté de Mostaganem, le lieutenant, Bachir Belkacem. Les mis en cause, issus de la commune de Mesra, ont été présentés devant le procureur de la République

près le tribunal de Aïn Tedeles pour association de malfaiteurs et trafic de drogue et de boissons alcoolisées.

L. O.

Béni Saf

Deux femmes retrouvées mortes dans une salle de bain

LES SERVICES de la Protection civile de la wilaya de Aïn Témouchent, ont retrouvé dans la nuit de jeudi au vendredi les corps sans vie de deux femmes dans une salle de bain au niveau de la commune de Béni Saf, a-t-on appris auprès de ce corps constitué. Il s'agit vraisemblablement d'un cas d'asphyxie au gaz, selon les services de la Protection civile, qui précisent que les corps des deux victimes âgées de 62 et 64 ans ont été transférés à la morgue de l'établissement public hospitalier de la commune de Béni Saf.

M. O.